

Que ferions-nous sans les Suisses?!

Autor(en): **Tarpin, Michel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Jahrbuch Archäologie Schweiz = Annuaire d'Archéologie Suisse =
Annuario d'Archeologia Svizzera = Annual review of Swiss
Archaeology**

Band (Jahr): **90 (2007)**

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-117920>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

MICHEL TARPIN

QUE FERIONS-NOUS SANS LES SUISSES?!

Archéologie Suisse fête en 2007 les 100 ans de la *Société Suisse de Préhistoire (et d'Archéologie) SSP(A)*. En 2006 déjà, elle a changé de nom. La revue phare donne son nom à l'association. Celle-ci, plutôt que de se complaire dans l'autosatisfaction de sa propre survie, presque miraculeuse dans le contexte actuel, demande à des chercheurs étranger de donner leur avis sur l'archéologie suisse; archéologie que l'on ne saurait concevoir indépendamment de l'as. ou de l'*Annuaire*. Ce choix assez courageux trahit bien la volonté de l'association d'éviter les pièges classiques de l'ancienneté, et au premier chef le nombrilisme des élites vieillissantes. Certes, AS sait assez le poids de son bilan pour espérer un avis globalement positif (et pas au sens de la défunte URSS!). Il me serait d'ailleurs d'autant plus difficile de dresser un tableau négatif que je suis moi-même un produit de la formation universitaire suisse et que je suis bien placé actuellement pour évaluer tout le bénéfique que j'en ai tiré. Il n'en reste pas moins que les questions qui nous sont posées par Simonetta Biaggio Simona, Présidente de la Commission Scientifique, appellent quelques remarques dont je veux espérer qu'elles suggéreront seulement aux collègues suisse qu'ils peuvent faire encore mieux.

Évoquer l'importance de l'archéologie suisse dans le domaine de l'antiquité gallo-romaine pourrait se réduire à avouer qu'il n'y en a pas des comme vous. Chance?, compétence exceptionnelle des archéologues?, conscience culturelle supérieure des instances politiques? Il est difficile d'expliquer de manière simple ce qui fait que tant de sites d'un si petit pays sont des références internationales. On pense évidemment à La Tène, mais aussi à Avenches, dont un récent colloque vient de souligner l'importance pour la connaissance des capitales de cités en Gaule et à Augst, bien sûr. Par quel talent les Helvètes ont-ils eu pour chef-lieu une ville dont l'épigraphie complexe distrait depuis si longtemps des générations d'historiens? On pourrait ajouter Martigny, une des villes antiques les mieux connues d'Europe du nord. Certes, dans un cas comme dans l'autre on pourrait souhaiter la publication d'une véritable synthèse développée, mais les nombreux numéros des bulletins de *Pro Aventico*, comme les notices de *Vallesia*, des *Annales Valaisannes*, les articles dispersés dans nombre de colloques et de revues, montrent bien la capacité des archéologues suisses à franchir, peut-être mieux qu'ailleurs, l'étape cruciale de la publication, sans laquelle une fouille, même extraordinaire, reste inutile à la recherche

internationale. D'autres sites, croisant de même intérêt archéologique propre et qualité des publications attirent l'attention et constituent bien au-delà de la Suisse des modèles de référence. Sans vouloir tous les citer et en m'excusant auprès des collègues que j'oublie, je ne mentionnerais que les remarquables structures en bois d'Oberwinthertur ou les séquences passionnantes de la Gasfabrik et du Münsterhügel. Quoiqu'un peu plus oubliés de nos jours, *Vindonissa* (qu'une découverte sensationnelle a de nouveau projeté à l'avant-scène) ou Augst ont largement contribué à faire évoluer la recherche archéologique dans l'Europe tempérée. Les fouilles de la cathédrale de Genève, pour citer un dernier exemple, ont été longtemps le moteur d'un renouveau de l'archéologie paléochrétienne. La fouille, encore balbutiante, de Mormont (voir as. 30, 2007, 1, 2-13), sera peut-être bien appelée à jouer à son tour un rôle de premier plan dans l'archéologie des rituels. Les archéologues suisses ont donc su - s'il ne s'agit pas de pure chance, ce qui paraît improbable - identifier et mettre en valeur des sites remarquables. La réponse à la question de l'impact de l'archéologie suisse est donc une évidence: on ne saurait faire sans elle.

S'il faut parler d'une évolution au cours des dernières années, ce n'est pas tant dans le dynamisme interne de la recherche archéologique qu'il faut le chercher, mais bien plutôt dans l'ouverture de l'archéologie suisse sur la recherche internationale. Pour m'en tenir à l'ouverture sur la France, n'ayant participé qu'une fois, grâce à C. Schucany, à un bel exemple d'ouverture vers l'Allemagne et l'Autriche, je dois noter que la présence suisse au Mont Beuvray, avec une remarquable publication (D. Paunier/Th. Luginbühl, Le site de la maison 1 du Parc aux Chevaux (PC1). *Bibracte* 8. 2004), qui a contribué à renouveler la vision que l'on avait de ce phénomène très théorique que l'on appelle «romanisation», a permis de développer des contacts étroits. Le programme du récent colloque d'Avenches, organisé conjointement par le Site et Musée Avenches (MRA), l'Association pour l'Archéologie Romaine en Suisse (ARS) et bien sûr AS témoigne clairement de cette ouverture, qui prend maintenant la figure d'une intégration. Entendons nous: je ne plaide pas en faveur de ce complexe européen (comment être européen sans être dans l'Europe?) que nombre de Suisse cultivent avec un masochisme qui force l'admiration, mais je remarque que les échanges sont plus nombreux depuis plusieurs années. On ne saurait concevoir un colloque de l'As-

sociation Française pour l'Étude de l'Âge du Fer (AFEAF) ou de la Société Française d'Étude de la Céramique Antique en Gaule (SFEACG) sans une participation helvétique, alors même que ces deux associations portent dans leur nom l'adjectif «française».

Cependant, l'ouverture n'a pas apporté à l'archéologie suisse un changement fondamental pourtant attendu: la possibilité d'entreprendre des fouilles en fonction de l'intérêt scientifique d'un projet et non pour la seule conservation du patrimoine. L'archéologie suisse s'inscrit encore massivement dans la culture du Heimatschutz: ce qui n'est pas menacé n'est normalement pas fouillé. Inversement, l'expérience de Napoléon III a contribué à inscrire dans la tradition archéologique française la fouille comme réponse à un questionnement historique: l'archéologie de sauvetage n'est apparue qu'après. Deux démarches opposées, donc, qui ont peine à converger. Si la fouille programmée s'est nettement raréfiée en France, elle n'est guère apparue en Suisse. Étrangement, il y a des Suisses qui fouillent des sites non menacés en France, en Grèce, en Jordanie, en Sicile, mais guère en Suisse. Sans doute y a-t-il là un obstacle culturel fort. Mais je reste convaincu que l'archéologie suisse aurait tout à gagner à le dépasser. Je ne suis pas certain que l'archéologie française ait beaucoup gagné, sur le plan scientifique, à s'éloigner autant de l'université pour se concentrer sur la «prévention».

La question des publications, qui nous est posée sous une forme un peu compliquée – on croirait un formulaire de la technocratie bruxelloise – appelle une réponse à la fois plus simple et plus nuancée. Je l'ai dit, une des forces de l'archéologie suisse est la vigueur de ses publications. Les archéologues ne le savent sans doute pas tous: avant de lancer le monumental *Corpus Inscriptionum Latinarum*, Th. Mommsen avait publié à Zurich en 1854 les *Inscriptiones Latinae Confoederationis Helveticae*, preuve que le terrain était propice à un travail d'antiquaire «moderne», que les éditeurs avaient la compétence nécessaire et qu'il existait un public érudit important. De fait, comme le rappelle opportunément le numéro spécial d'AS consacré aux Helvètes (14, 1991, n° 1), dès les années 1840 l'Antiquarische Gesellschaft de Zurich et F. Keller avaient inventé en quelque sorte l'archéologie suisse, tout en apportant une pierre non négligeable au genre de la publication scientifique qui se développait à l'époque. Certes, le 19^e s. a vu l'éclosion de nombreuses revues savantes à travers toute l'Europe. La force de la SSPA a sans doute été de maintenir jusqu'à nos jours l'élan originel, alors qu'ailleurs les sociétés savantes et autres sociétés d'émulation périssaient et que les revues institutionnelles d'État peinaient à trouver un public autre qu'institutionnel. La disparition annoncée des revues archéologiques françaises sur support papier, perçue diversement d'une revue à l'autre, trahit certes un problème de financement, mais aussi, voire surtout, un problème de lectorat. Car une des forces de l'AS est sa capacité à toucher un public qui dépasse le petit monde des archéologues professionnels. Combien d'abonnés particuliers peut compter une revue aussi indispensable que la *Revue Archéologique de Narbonnaise*, par exemple? Les cours de la SSPA, les guides ar-

chéologiques, ou les volumes d'UFAS (et maintenant de SPM) ont permis de maintenir une tradition de culture archéologique dans un public cultivé, avec lequel les revues scientifiques chapeautées par le Centre National de Recherches Scientifiques (CNRS) ont depuis longtemps rompu les ponts. En ce sens, la structure associative d'AS et son fonctionnement ouvert représentent de toute évidence un atout extraordinaire.

Tenter de mettre en concurrence AS et les publications cantonales n'a pas de sens pour un enseignant français. La France dispose – pour une population presque dix fois supérieure – d'une grande revue nationale, *Gallia*, et de quelques revues regroupant plusieurs régions: *Revue Archéologique de Narbonnaise (RAN)*, *Revue Archéologique du Centre de la France (RAC)*, etc. L'échelle est sans comparaison, car on ne saurait considérer les rapports annuels des Services de la Recherche Archéologiques comme de véritables publications archéologiques. Peu de régions disposent de revues archéologiques propres et, là encore, l'échelle est bien différente: la seule région Rhône-Alpes représente une superficie et une population du même ordre que la Suisse, avec un bilan en matière de publications archéologiques (et d'une manière générale d'activité archéologique) sans aucun rapport avec ce qui se fait en Suisse. Un jugement sur l'apparent éclatement de la publication helvétique serait donc déplacé.

Qu'il me soit permis, cependant, quelques remarques sur ce sujet important, puisque c'est la publication qui fait participer l'archéologie à la recherche scientifique globale. L'impressionnante liste de titres qu'AS propose à la vente est évidemment alléchante. Mais AS semble avoir conservé ce goût si courant chez les Antiquisants du papier glacé, de la belle photo, en bref de ce qu'on appelle le «beau livre» en termes de libraire. Alors que la plupart des sciences, celles qu'on appelle les sciences «dures» au moins, ont depuis longtemps adopté la publication rapide et simple, puis la publication en ligne, AS maintient une politique de prix incompatible avec la répulsion de la majorité des étudiants face à l'investissement livres. Le coût des volumes de SPM (140 CHF pour les derniers parus) est inadapté à des ouvrages qui sont en fin de compte de grands manuels et devraient figurer dans les bibliothèques des étudiants et des amateurs. Cette attitude n'est évidemment pas un monopole helvétique: les «manuels» de l'éditeur parisien Picard sont inabornables pour la majorité des particuliers et le deviennent pour bien des institutions. Mais doit-on laisser la publication archéologique devenir un privilège? Peut-on obliger les institutions documentaires à devoir faire des choix, alors même qu'une bibliothèque incomplète est de faible utilité?

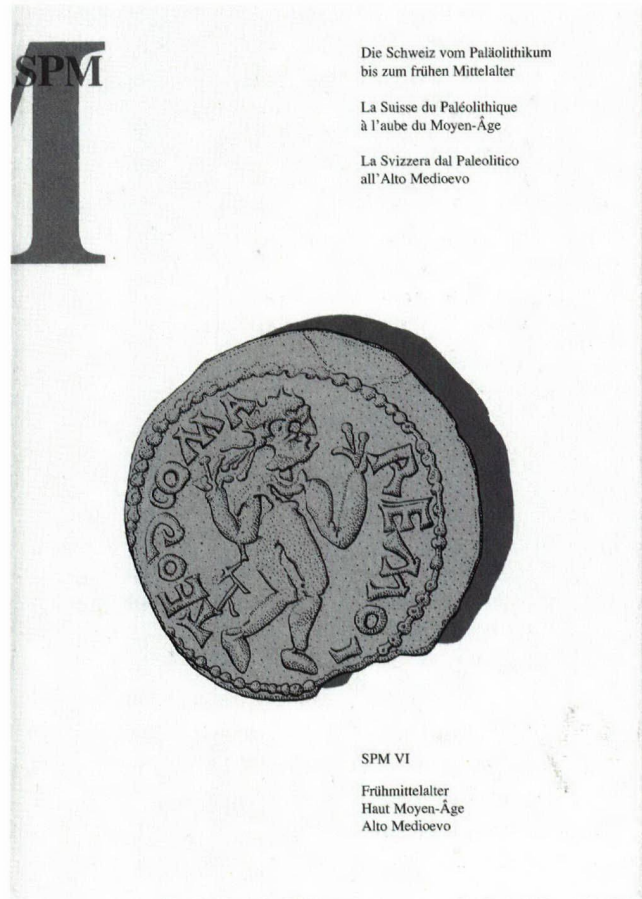
Ce travers est d'autant plus fâcheux que le bilinguisme de certains volumes ainsi que les résumés bilingues des articles d'as. ouvrent d'emblée ces publications à un public très large. Les volumes de SPM sont linguistiquement accessibles à plus de 150 millions d'européens. Tous ne sont pas passionnés par l'archéologie, il s'en faut, mais je souhaite simplement insister sur cette étrange manière de ne pas profiter au maximum du bilinguisme. S'y ajoute une certaine modestie dans la diffusion: face à des éditeurs actifs auprès du public universitaire européen (je pense par exemple au Pari-

sien Picard, déjà cité, ou au Romain Quasar, qui annoncent chaque nouvelle parution importante), AS attend que le lecteur vienne à l'association. Le site propose un formulaire d'achat plutôt qu'une véritable vente en ligne, beaucoup plus simple, surtout si l'on tient compte de la complexité des paiements en Suisse pour un Français. Certaines publications suisses sont même d'un accès hermétique. À maintes reprises il m'a fallu prêter mon unique exemplaire du colloque de l'ARS de Porrentruy à des collègues qui désespéraient de pouvoir le consulter. Je n'ai appris que ces derniers jours l'existence d'une publication récente du Mont Vully (G. Kaenel/Ph. Curdy/F. Carrard, L'oppidum du Mont Vully. Un bilan de recherches 1978-2003. Archéologie fribourgeoise 20. 2004); publication dont on ne trouve pas trace sur le web. Cette confidentialité («les amis savent») fait obstacle à la diffusion de la recherche suisse en Europe et bien souvent il m'est arrivé de me demander si ma bibliothèque – qui est parfois celle de mes étudiants – serait ce qu'elle est si je n'avais pas un réseau de relations helvétiques personnel. L'amélioration remarquable de la qualité scientifiques des publications archéologiques suisses au cours des 30 dernières années – la question qui nous est posée à ce propos est évidemment rhétorique – pourrait être mieux valorisée par une diffusion plus agressive, pour employer un terme commercial un peu excessif, mais adapté à un marché en voie de saturation.

S'il me faut faire un vœu pour les cent ans à venir d'AS, c'est celui de voir l'association et ses publications se développer sans se renier, mais en sachant s'ouvrir à un public plus jeune et plus international, et en sachant emprunter au reste de l'Europe ce qui fait l'efficacité des «autres» archéologies. Les archéologues suisses ont la grande chance de n'avoir ni autorité nationale, ni grande école ni institution de prestige, susceptible d'imposer sa culture d'élite à un milieu scientifique bien diversifié, quels que soient des défauts de cette diversité. Cette relative simplicité – au sens positif du terme – ne devrait pas pour autant entraver les échanges intercantonaux (ce sont peut-être les plus difficiles) et internationaux. Les archéologues sauront peut-être mieux que tant d'élus et de hauts fonctionnaires ne prendre à l'Europe que ses bonnes idées et non ses dérives technocratiques.

Michel Tarpin

Université Pierre Mendès France, Grenoble II
3, rue Jean-François Hache, F-38000 Grenoble
Michel.Tarpin@upmf-grenoble.fr



«Beaux livres», bilingues, mais d'un prix élevé: les volumes de la série de synthèses «La Suisse du Paléolithique à l'aube du Moyen-Âge» dont le volume VI, Haut Moyen-Âge est paru en 2005.

